

Situation humanitaire au Burkina en août 2020

I. La situation générale

Sources : unocha.org - burkina faso -aperçu de la situation humanitaire , 08/ 2020.
reliefweb.int -report-burkina-faso-conflit-armé-covid 19 , du 15 sept. 2020

L'office OCHA des Nations Unies publie un rapport préoccupant sur le Burkina Faso, pays où la situation humanitaire se détériore rapidement.

Le nombre de personnes ayant besoin d'une assistance humanitaire passe de 2,2 millions (janv. 2020) à 2,9 millions aujourd'hui (+ 30%).

La dégradation de la situation sécuritaire (attaques groupes armés) a contraint près d'un million de personnes à fuir leur foyer, parfois plusieurs fois. A cela il faut ajouter les 21 000 réfugiés maliens qui sont installés dans les régions du Sahel et du Nord. A la fin juin, 75% des personnes déplacées sont sans abris ou n'ont pas un abri adéquat. De plus, de fortes pluies ont provoqué des inondations, donc des habitations sinistrées.

Un exemple : la ville de Kaya (Centre-Nord), 130 000 résidents habituels, accueille aujourd'hui 100 000 déplacés en plus.

L'insécurité croissante, les chocs climatiques et la survenue du Covid-19 entraînent une grave crise alimentaire, qui s'ajoute à une pauvreté structurelle déjà ancienne. En plus, presque tous les centres de santé sont fermés ou fonctionnent à minima, les soignants ayant pris la fuite, sous la menace jihadiste.

Le CICR (Croix Rouge) a renforcé un centre encore en activité, en fournissant des médicaments, des lits et une ambulance-tricycle(!). Les besoins sont extrêmement importants, le centre doit fournir des soins à huit fois plus de patients qu'en temps normal.

Le CICR a donc alloué 12 millions de francs suisses supplémentaires à son budget pour la région du Sahel. Quant à l'office OCHA, elle estime que 424 millions de dollars seront nécessaires, mais en juillet, seuls 32% des fonds requis ont été perçus. Les principaux donateurs sont : USA, Commission Européenne, Japon, UK, France.

II. La situation dans l'éducation

Source : hrw.org « Leur combat contre l' éducation » . Rapport de Human Rights Watch du 26 mai 2020

Des centaines de milliers d'élèves au Burkina ne vont plus à leurs écoles, attaquées, pillées et incendiées par les groupes jihadistes. Ces groupes armés, affiliés à Al-Qaida ou à l'Etat islamique (EIGS), terrorisent également les parents d'élèves afin qu'ils cessent d'envoyer leurs enfants à l'école. Ils ont également tué, enlevé, brutalisé ou

menacé des dizaines d'enseignants (12 morts documentés), souvent devant les élèves.

Les agresseurs ont généralement justifié leurs actes en invoquant leur opposition à l'enseignement « français », insistant pour que les enfants, n'étudient que le Coran en arabe, ou n'aillent plus du tout en cours.

Au début mars 2020, le ministère de l'Education signalait que plus de 2500 établissements scolaires avaient fermé, en raison de l'insécurité et des attaques. Ces mesures ont affecté 350 000 élèves et plus de 11 200 enseignants.

A partir de la mi-mars, toutes les écoles encore restantes ont été fermées provisoirement à cause de la pandémie du coronavirus. Elles sont à nouveau ouvertes depuis octobre 2020.

La majorité des attaques d'écoles se sont produites dans 5 régions administratives du nord et de l'est. Certaines attaques ont été revendiquées par Ansaroul Islam et l'EIGS, mais pour la plupart d'entre elles les auteurs restent non-identifiés.

Human Rights Watch a documenté en tout 126 attaques contre des écoles entre 2017 et 2020, mais le nombre total est vraisemblablement plus élevé.

Lauren Seibert, chercheuse auprès de HRW et auteure du rapport : « Non seulement les groupes armés islamistes.... commettent des crimes de guerre, mais ils balayent des années de progrès ayant facilité l'accès des enfants à l'éducation ».

Conséquence de la déscolarisation de nombreux enfants : une hausse de la main-d'oeuvre infantile et un plus grand risque de mariage précoce des filles.

Récemment, le gouvernement a pris plusieurs mesures positives pour remédier à cette situation : réouverture de certaines écoles, redéploiement d'enseignants et création d'un Secrétariat de l'Education en situation d'urgence.

On a également étendu les programmes d'enseignement à distance - jusque-là mis en œuvre dans certaines régions touchées par le conflit- en utilisant la radio et la télévision nationales dans le cadre de son plan de riposte pour la continuité éducative face au Covid-19.